



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT

Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme

ARRÊTÉ PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

du **17 AVR. 2001**

imposant la réalisation d'une évaluation simplifiée des risques sur le site la société MILLIPORE SA autorisée par l'arrêté du 10 février 1997 à exploiter des installations classées à Molsheim

**Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin**

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre premier,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et notamment son article 18 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 10 février 1997 autorisant la société MILLIPORE SA à exploiter des installations classées au lieu-dit "Molsheimer Hard" à 67120 Molsheim ;
- VU** le rapport du 11 avril 2001 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 6 mars 2001,

CONSIDÉRANT qu'une pollution des eaux souterraines par du trichloréthylène et du trichlorotrifluoroéthane a été détectée au droit et en aval hydraulique du site de la société MILLIPORE SA en 1997 et qu'à ce jour, ni les sources de pollution ni les menaces qu'elle représente pour l'environnement n'ont été identifiées;

CONSIDÉRANT la nécessité de garantir la préservation de la qualité des eaux souterraines de la nappe phréatique d'Alsace conformément aux dispositions du SDAGE du Bassin Rhin-Meuse approuvé par le Préfet de Lorraine le 15 novembre 1996 et d'envisager les possibilités de traitement de cette pollution ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'imposer, préalablement, la réalisation d'une évaluation simplifiée des risques sur le site de la société MILLIPORE SA afin d'identifier les sources de pollution ;

APRES communication à l'exploitant du projet d'arrêté ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

L'arrêté préfectoral du 10 février 1997 autorisant la société MILLIPORE SA, dont le siège social est situé 39, route industrielle de la Hardt à 67120 MOLSHEIM, à exercer ses activités au lieu-dit "Molsheimer Hardt" à MOLSHEIM, est complété et modifié comme suit.

Article 2 :

L'exploitant réalise une "évaluation simplifiée des risques" selon les modalités définies par le guide méthodologique du ministère de l'environnement – BRGM, relatif à la gestion des sites (potentiellement) pollués (version 2).

Cette évaluation est transmise à l'inspecteur des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société MILLIPORE SA.

Article 4 : Publicité

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté en énumérant les conditions et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de MOLSHEIM et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 5 : Exécution – Ampliation

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le Sous-préfet de MOLSHEIM,
- le Maire de MOLSHEIM,
- le Commandant du Groupement de gendarmerie,
- les inspecteurs des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,


sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la société MILLIPORE SA

Pour ampliation
Pour le Secrétaire Général
le secrétaire administratif


Yves FRANÇOIS



LE PRÉFET


P. le Préfet
Le Secrétaire Général
MICHEL LAFON

Délais et voie de recours (article L.514-6 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...), dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.